

dans l'avenir la prise de mesures délibérées en vue de la création d'avoirs de réserve internationaux, un peu comme une banque centrale influe sur l'augmentation de la masse monétaire d'un pays donné. Nous voulons aussi que soit améliorée la méthode selon laquelle les pays redressent rapidement le déséquilibre de leur balance internationale, en causant le moins de tort possible à leurs associés commerciaux.

Au cours de ces discussions, le gouvernement canadien a insisté pour créer de nouveaux avoirs de réserve internationaux par l'action concertée d'un groupe de pays en mesure de l'appuyer vigoureusement et ayant une grande expérience de la collaboration quant aux questions monétaires. Nous croyons que les décisions touchant les émissions de ces nouvelles valeurs doivent être prises dans le cadre général du Fonds monétaire international et que tous les États membres du Fonds devraient être habilités à déterminer et à utiliser les nouveaux avoirs. Il est trop tôt pour prévoir le résultat de ces pourparlers. Comme le savent bien des députés qui suivent le cours de ces événements, il subsiste des divergences d'opinion parmi les pays intéressés quant à la nécessité de prendre maintenant de nouvelles dispositions et quant à la forme des dispositions à prendre. Toutefois, le Canada s'efforce par tous les moyens d'en arriver à un accord aussi étendu que possible, compatible avec la saine évolution du système monétaire international.

#### Situation économique et perspective

En 1965, la valeur en dollars de la production nationale de marchandises et de services a été d'environ 9½ p. 100 plus élevée qu'en 1964. En volume, l'augmentation du produit national brut a été d'environ 6½ p. 100.

Cette croissance de l'économie embrassait un vaste secteur, et elle a profité aux Canadiens de toutes les classes et de toutes les parties du pays. Les placements de capitaux des gouvernements et des entreprises privées ont été nettement à la hausse; les consommateurs ont dépensé sensiblement plus qu'en 1964. L'emploi s'est accru rapidement d'un peu plus d'un quart de million de travailleurs. Non seulement le nombre de nos travailleurs avait-il augmenté de 208,000 à la fin de 1965, mais à la fin de l'année, l'indice du chômage avait été réduit à 3½ p. 100. L'expansion de notre économie, qui dure maintenant depuis cinq ans, est la plus soutenue de notre histoire. Elle ne révèle aucun signe de fléchissement.

Ces derniers mois, il est vraiment devenu évident que le rythme de l'accroissement des dépenses devient trop rapide et que nous, Canadiens, essayons d'en entreprendre un

peu plus que nos moyens ne nous le permettent. A cet égard, notre situation est tout à fait différente d'il y a quelques années. Même en 1963, l'économie avait déjà commencé à croître, mais elle fonctionnait encore bien en deçà de ses possibilités. Le taux de chômage était alors beaucoup plus élevé, le rendement de nos industries était bien inférieur à leur capacité de production et des ressources de tous genres étaient facilement disponibles. Bref, pas plus tard qu'en 1963, notre économie connaissait un ralentissement considérable.

Tel n'est pas le cas à l'heure actuelle. Malgré toutes les nouvelles installations et les machines qui sont venues s'ajouter à l'économie au cours des dernières années et un accroissement exceptionnel de la main-d'œuvre, la plupart des secteurs économiques et des régions du pays sont exploités à plein rendement ou presque. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée est généralisée, des insuffisances dans d'autres secteurs de la main-d'œuvre ont été signalées, et le coût de l'unité de la main-d'œuvre est à la hausse. Nous devons, cette année, maintenir un équilibre raisonnable entre l'accroissement de la production matériellement possible et la hausse de la demande exercée sur nos ressources. Comme il n'y a aucun ralentissement notable de l'économie à compenser cette année, nous ne pouvons pas envisager un accroissement de la production aussi important que celui de 1965.

● (8.20 p.m.)

Le rendement de l'économie à n'importe quel moment est limité par la main-d'œuvre disponible aux endroits voulus et dotée de la formation appropriée, et par notre réserve d'installations industrielles et de matériel de production. Avec l'accroissement de l'effectif ouvrier et les taux annuels des placements de capitaux, notre productivité s'accroît d'année en année. Mais pour parvenir à un rendement maximum de notre économie, comme l'a envisagé par exemple le Conseil économique pour l'année 1970, il faudra plus que cela. Nous devons améliorer la qualité de nos ressources et nos méthodes d'utilisation de ces ressources. Nous devons accroître la compétence technique de notre main-d'œuvre et organiser plus efficacement le marché du travail afin que chacun puisse accéder plus facilement à l'emploi qui lui convient. Nous devons améliorer notre organisation industrielle, accroître la recherche et le développement, et nous assurer que nous utilisons les techniques les plus modernes dans l'industrie. Le gouvernement a adopté divers programmes et politiques en ce sens pour aider à élever notre capacité au niveau de nos possibilités,